



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Service de la Coordination des Politiques
Interministérielles
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité
Publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement

Commune de Louvencourt

Mise en demeure

A R R Ê T É du 22 FEV. 2019

La préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2005 délivré à la commune de Louvencourt exploitant une carrière de craie sur son territoire au lieu-dit « Les Ringues des Barriques » concernant notamment la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu l'article 36 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 susvisé qui dispose que : « (...) 36-2 - Le montant de référence des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière est fixé à :

- première période quinquennale : 20 346 € (vingt mille trois cent quarante-six Euros),
- seconde période quinquennale : 20 122 € (vingt mille cent vingt deux Euros),
- troisième période quinquennale : 20 346 € (vingt mille trois cent quarante-six Euros),
- quatrième, cinquième et sixième périodes quinquennales : 19 500 € (dix-neuf mille cinq cents Euros),
- les trois dernières années : 22 780 € (vingt-deux mille sept cent quatre-vingts Euros).

L'indice TP01 utilisé pour leur établissement est celui d'août 2004, soit 511,1.

(...) 36-4 - L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur échéance.

(...) 36.7 - Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L.514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté. (...) » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 21 novembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier du 2 janvier 2019 ;

Considérant que lors de la visite du 14 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : l'exploitant n'a pas constitué les garanties financières prévues à l'article 36.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter pour la troisième période couvrant le risque de défectuosité de l'exploitant prévu à l'article 36.7 du même arrêté pour la période 2015-2020 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 36.2 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la commune de Louvencourt de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 36 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 – La commune de Louvencourt exploitant une carrière de craie sise sur son territoire au lieu-dit « Les Ringues des Barriques » est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 36 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 en constituant les garanties financières pour la période 2015-2020 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Péronne et de Montdidier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Louvencourt.

Amiens, le 22 FEV. 2019

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale



Myriam GARCIA